



Élections en Israel, mode d'emploi. Le compte à rebours est lancé. Bibi or not Bibi?

Description

Le 27 octobre prochain, comme tous les quatre ans, la Knesset, le Parlement israélien, renouvelle ses 120 sièges, sauf en cas de dissolution anticipée.

Le scrutin repose sur la proportionnelle intégrale, à un seul tour, dans une circonscription nationale unique. Le seuil d'éligibilité est fixé à 3,25 %, soit environ 175 000 voix, selon le taux de participation. La majorité absolue est de 61 sièges.

Franchir de justesse ce seuil permet d'obtenir au minimum quatre sièges. Seules les voix recueillies par les partis ayant dépassé les 3,25 % sont prises en compte dans la répartition proportionnelle des sièges.

Ce système rend l'obtention d'une majorité claire et stable particulièrement difficile. Chaque coalition reste à la merci des exigences d'un petit parti, et la guerre des egos y règne en maître.

Depuis 1988, aucun gouvernement n'a achevé sa législature.

Le gouvernement actuel peut donc se targuer d'avoir atteint un degré de stabilité exceptionnel dans un environnement politique particulièrement instable.

Le monde entier observe ces élections. L'Europe occidentale, Royaume-Uni compris, les pays arabes et l'Iran espèrent la chute de Netanyahu, convaincus qu'un Premier ministre plus faible se montrerait plus conciliant sur la création ex nihilo d'un État palestinien. Une récompense accordée, en somme, au pogrom du 7 octobre !

D'autres pays restent neutres ou souhaitent, au contraire, la victoire de Bibi Netanyahu.

Les enjeux de ces élections sont clairs : le bilan sécuritaire depuis le pogrom du 7 octobre 2023, les résultats économiques et géopolitiques du gouvernement, ainsi que le programme proposé aux Israéliens.

Les sondages récents montrent que la sécurité et les affaires étrangères (39 %), ainsi que l'économie (38 %), dominent les préoccupations des électeurs, loin devant la réforme judiciaire (18 %).

Les priorités varient selon les orientations politiques. À gauche, les questions liées à la religion dans l'État arrivent en tête, à hauteur de 39 %. Au centre, l'économie mobilise près de 40 % des électeurs. À droite, la sécurité domine avec près de 47 %.

Toute la lumière doit être faite sur l'échec sécuritaire du 7 octobre 2023. Au cours de leur histoire, les États-Unis ont constitué plusieurs commissions d'enquête bipartisanes, notamment sur l'assassinat de JFK, le scandale du Watergate et les attentats du 11 septembre 2001.

Le gouvernement Netanyahu a proposé la création d'une commission bipartisane, mais l'opposition a rejeté cette formule. Elle souhaite que les membres de la commission soient désignés par la Cour suprême. Or, cette Cour suprême est, selon ses détracteurs, idéologiquement orientée, comme le montre nombre de ses décisions passées.

Une commission placée sous l'autorité du pouvoir judiciaire disposerait-elle de toute la liberté nécessaire pour enquêter sur des généraux susceptibles d'être en conflit d'intérêts avec certains juges ? La même question se poserait à propos de responsables politiques.

La plupart des sondages diffusés par les médias de gauche prédisent une défaite de la coalition de droite. Deux enquêtes font toutefois exception : **Filber**, sur Channel 14, lui attribue 64 sièges, tandis que **Direct Plus**, pour i24NEWS, lui en accorde 60. De tels écarts entre instituts invitent à la prudence et rendent les projections particulièrement incertaines.

Les erreurs répétées des sondages américains lors des élections opposant Donald Trump à Hillary Clinton, puis à Kamala Harris, devraient pourtant servir de leçon. Les vidéos montrant l'accueil enthousiaste réservé à Bibi par une partie de la population lors de ses déplacements renforcent, aux yeux de ses partisans, la crédibilité des enquêtes de **Direct Plus** et de **Filber**.

Rien d'étonnant, selon cette lecture : en Israël comme en Occident, la gauche caviar incarne souvent une élite privilégiée qui prétend parler au nom du peuple, tandis qu'une partie des classes moyennes et populaires se tourne vers la droite.

Les sondages indiquent également que l'opposition ne pourrait obtenir une majorité qu'avec le soutien des partis arabes. Les électeurs souhaitent-ils une telle alliance malgré le pogrom du 7 octobre ? Rappelons que le parti islamiste Raam et son chef n'ont toujours pas qualifié le Hamas d'organisation terroriste.

Les médias français, sans exception, anticipent déjà la défaite de Bibi. Aucun ne semble envisager sérieusement le scénario inverse ni s'intéresser aux sondages qui lui sont plus favorables. Rien n'exclut pourtant qu'il parvienne encore à nouer une alliance lui permettant d'obtenir une majorité.

Deux réalités échappent trop souvent aux commentateurs. La première est démographique : la droite et les partis orthodoxes bénéficieraient d'un électorat jeune particulièrement favorable. Selon les chiffres avancés, 75 % des moins de 25 ans voteraient à droite. Même dans les sondages les moins favorables à Netanyahu, le centre et la droite totaliseraient entre 67 et 75 sièges.

La seconde réalité tient à l'affrontement qui oppose depuis plus d'une décennie Netanyahu et la droite à une partie des médias, de la justice, des partis de gauche et des ONG. Ces acteurs formeraient, selon ses adversaires, une sorte de trinité institutionnelle déterminée à conserver son influence.

À l'instar de la presse française, les médias israéliens seraient largement dominés par la gauche et se comporteraient parfois en véritables Torquemada.

Comme dans l'affaire Fillon, les enquêtes du quotidien Haaretz, situé à gauche de l'échiquier politique, auraient joué un rôle déterminant dans le déclenchement d'une vaste séquence judiciaire portant notamment sur des soupçons de corruption et sur des contreparties médiatiques favorables.

Le blocage politique serait ainsi né, en partie, des enquêtes et du procès dont l'objectif aurait été de provoquer la chute politique de Netanyahu.

L'ancien chef de la police en fonction à l'époque aurait même reconnu face caméra qu'il s'attendait à ce que Netanyahu démissionne après son inculpation. Il aurait ensuite recommandé un accord de plaider-coupable qui aurait notamment impliqué le retrait de Netanyahu de la vie politique.

Depuis, la chasse aux sorcières se poursuit contre un accusé qui n'a pas été définitivement condamné, avec, selon ses défenseurs, une instrumentalisation de la justice à des fins strictement politiques.

Malgré cette guerre d'usure, Netanyahu a refusé tout accord et son procès se poursuit. Les méthodes du parquet et des enquêteurs sont elles-mêmes contestées : écoutes controversées d'un Premier ministre en exercice, recours à des techniques d'investigation intrusives, comme dans les affaires Sarkozy et Paul Bismuth, pressions alléguées sur des témoins, entre autres.

Pour ses défenseurs, aucune preuve décisive n'a émergé malgré ces moyens d'investigation. Ils estiment que les dossiers d'accusation sont fragiles et dénoncent le fonctionnement de la Cour suprême, qu'ils accusent de fermer les yeux sur les dysfonctionnements de la procédure.

La convocation de l'ancien procureur général Avichai Mandelblit, à deux semaines des élections, pourrait faire éclater certaines vérités. Dès le premier jour de son témoignage, Mandelblit aurait admis que la police et le parquet avaient commis des infractions pénales.

Par ailleurs, les juges auraient de nouveau recommandé au parquet d'abandonner l'accusation de corruption dans l'affaire 4000, estimant qu'elle serait difficile à prouver. Le parquet n'aurait toutefois pas retiré cette accusation. Quant à la Cour suprême, elle reste silencieuse sur les controverses qui entourent cette procédure.

Depuis des décennies, malgré un système judiciaire d'inspiration britannique, cette même Cour se serait arrogée des pouvoirs relevant du législateur, en annulant des lois votées par la Knesset, contrairement à la tradition britannique. Cette évolution, que ses critiques associent à une idéologie

progressiste présente dans plusieurs pays occidentaux, relance un débat majeur sur les limites du pouvoir des juges et leur rôle dans les choix politiques.

Les électeurs décideront en conscience. L'enjeu dépasse les rivalités partisans : il concerne l'existence et l'avenir du pays, confronté aux menaces sécuritaires régionales autant qu'aux défis de l'intelligence artificielle pour sa *Startup Nation*.

Les listes électorales ayant été officiellement déposées, les projets politiques et les alliances envisageables dans le cadre d'une future coalition commencent à se préciser.

Sur le plan politique, la liste du Likoud issue des primaires reflète une droite classique : réforme judiciaire, économie de marché et sécurité maximale. Elle intègre de nouveaux profils issus de la société civile, tandis que plusieurs figures historiques du parti ont été reléguées à des places moins favorables. Elle compterait également la proportion la plus importante de candidats d'origine orientale, mizrahit et séfarade.

Face au Likoud, le parti Eizenkot, présenté comme centriste, aurait clairement basculé à gauche. Favorable à un État palestinien malgré le 7 octobre, critique de la stratégie militaire de Netanyahu, Eizenkot s'est allié à Yair Golan. Les positions de ce dernier et le profil de ses colistiers, issus notamment de Meretz et du mouvement des Kaplanistes, situent clairement cette alliance à gauche.

Si Netanyahu avait suivi les conseils de ces anciens généraux, jugés capitulards par ses partisans et restés fidèles à la logique diplomatique de 1993, Sinwar, Nasrallah et Khamenei seraient peut-être encore vivants. Sans l'opération des bipeurs, le Hezbollah conserverait une partie de sa puissance. L'Iran serait, selon cette analyse, beaucoup plus proche de l'arme nucléaire.

Eizenkot, fervent défenseur de l'accord nucléaire iranien JCPOA, avait même déclaré, il y a quelques années, qu'il fallait apprendre à vivre avec un Iran nucléaire. Une perspective pour le moins utopique face à une théocratie animée par une vision religieuse et eschatologique du monde !

Pour obtenir une majorité, l'opposition devra nécessairement s'appuyer sur les partis arabes et intégrer des éléments de la gauche radicale.

Sans même parler des Kaplanistes, dont une partie du mouvement a mené pendant des mois une mobilisation particulièrement dure contre le gouvernement : manifestations massives, blocages, perturbations économiques et appels à la désobéissance, y compris dans les rangs de l'armée.

Le sujet a pris une telle importance à Washington que la commission judiciaire de la Chambre des représentants, présidée par le républicain Jim Jordan, s'est intéressée au financement, par le contribuable américain, de certaines organisations impliquées dans la contestation en Israël. L'objectif supposé de ces organisations aurait été de renverser un gouvernement élu, ce qui soulève des questions sur la légalité de leurs activités.

Les partis de Bennett-Lapid, anciens Premiers ministres aux mandats éphémères, ainsi que celui de Liberman, tentent de jouer les arbitres. Leur ligne idéologique demeure toutefois difficile à cerner. Leur programme semble se résumer à un objectif : prendre la place de Netanyahu.

Ceux qui ont prôné la capitulation n'ont aucune crédibilité pour critiquer Bibi.

Leurs déclarations récentes en témoignent :

- Entraîner 20 000 Gazaouis au maniement des armes, selon Eizenkot.
- Faire intervenir l'armée jordanienne en Judée-Samarie, selon Liberman.
- Intégrer le parti islamiste Raam au gouvernement, selon Yair Golan.
- Privilégier un accord avec le régime iranien plutôt que chercher à le renverser, selon Eisenkot.
- Considérer l'élimination de Khamenei comme une erreur, selon Golan.

Qu'importe les mots et les déclarations, pourvu qu'ils aient l'ivresse...

Le bilan économique de Netanyahu reste, selon les indicateurs avancés, particulièrement solide : une croissance prévue de 4 % en 2026 et de 5,5 % en 2027, un chômage autour de 3 %, une inflation maîtrisée à 1,5 %, une Bourse de Tel-Aviv à son plus haut historique et un shekel à son meilleur niveau depuis près de trente ans. Il y a de quoi faire pâlir les murailles de Jéricho...

Son bilan géopolitique est également présenté comme un succès. Malgré le traumatisme du 7 octobre, Netanyahu aurait considérablement affaibli les ennemis d'Israël et presque réduit à néant la menace iranienne. Il aurait ainsi contribué à transformer le Moyen-Orient. Plusieurs États arabes souhaiteraient désormais devenir les partenaires d'un dirigeant fort. Pari sur une extension prochaine des accords d'Abraham à de grands pays arabes, prélude, peut-être, à une paix plus durable.

Les électeurs israéliens devront trancher. L'enjeu ne se limite pas à une bataille entre partis : il s'agit de savoir si le prochain gouvernement saura garantir la sécurité du pays face aux ambitions nucléaires de l'Iran, moderniser son économie et maintenir Israël parmi les nations de premier plan dans les technologies de demain, de l'intelligence artificielle au quantique et à la robotique.

Le compte à rebours est lancé. Bibi or not Bibi ? telle est la question.

Donald Duck

Categorie

1. International

date créée

21 octobre 2026